



SOMMAIRE

	Pages
Point 9 de l'ordre du jour :	
Débat général (<i>suite</i>) :	
Déclaration de Nzambimana (Burundi)	353
Déclaration de M. Chňoupek (Tchécoslovaquie)	356
Déclaration de M. Malile (Albanie)	360
Déclaration de M. Mohammed (Yémen démocratique) ..	363

Président : M. Ismat T. KITTANI (Iraq).

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

Débat général (*suite*)

1. M. NZAMBIMANA (Burundi) : La foi dans l'Organisation des Nations Unies, dans les principes et les idéaux qu'elle incarne, la recherche du dialogue et de la coopération, le souci constant de régler les différends entre les nations par la voie pacifique plutôt que par la confrontation, voilà les raisons de notre rassemblement et de notre réflexion sur les voies à tracer pour promouvoir un monde plus juste, plus équitable et plus humain.

2. Dès les premières années de notre organisation, diverses difficultés nous ont dévoilé combien ardu serait le chemin à parcourir et quels efforts seraient à déployer pour parvenir à un monde viable pour tous. Les solutions proposées depuis lors pour renforcer l'action et adapter l'activité de notre organisation à ses objectifs n'ont répondu que partiellement à nos espoirs.

3. La prise en compte d'impératifs économiques par divers organes du système des Nations Unies épaulé utilement la fonction politique dévolue à notre organisation face au parcours complexe qu'empruntent les organes politiques pour réaliser l'harmonie internationale. L'œuvre permanente d'adaptation de notre institution à ses objectifs s'accomplit sous l'impulsion d'hommes dévoués et compétents tels que vous, Monsieur le Président.

4. Que nos délibérations se déroulent sous la présidence d'un homme dont nous avons eu le privilège d'apprécier, au cours des années, le doigté, la richesse et la profondeur de son expérience politique, nous reconforte et nous rassure à la fois sur l'aboutissement de nos travaux. Nous demeurons particulièrement confiants que votre maîtrise des questions que nous serons amenés à examiner, votre attachement profond à leur solution, imprimeront à ces mêmes délibérations le dynamisme et l'énergie que recommande leur gravité.

5. Permettez-nous également de rendre un vibrant hommage à votre prédécesseur, M. Rüdiger von Wechmar, de la République fédérale d'Allemagne, pour le travail tout à fait remarquable qu'il a accompli au cours de son mandat. Il a su mériter, pendant l'exercice de ses fonctions, la confiance que la communauté internationale avait, en le désignant, placée en lui.

6. Enfin, il nous faut remercier le Secrétaire général pour les efforts inlassables qu'il a fournis tout au long de

l'année écoulée pour amener la communauté internationale à poursuivre ses objectifs. Le dévouement qu'il a montré, la disponibilité qu'il a manifestée méritent d'être particulièrement relevés.

7. La communauté internationale vient d'admettre deux nouveaux Membres, le Belize et Vanuatu, deux peuples riches en histoire, remarquables par leur tenacité et leur culture. Qu'il nous soit permis de les féliciter à l'occasion de leur accession à l'indépendance et de leur admission au sein des Nations Unies. Nous sommes persuadés qu'ils apporteront un souffle nouveau dont bénéficiera notre organisation.

8. Construire un monde viable pour l'humanité est une tâche dévolue à la communauté internationale et à chacun de ses membres. Notre philosophie, au Burundi, est qu'en consolidant la paix et la justice à l'intérieur de nos frontières, nous serons à même de contribuer efficacement à l'évolution harmonieuse de l'humanité.

9. L'image que nous reflète la situation internationale présente est très sombre : elle se caractérise essentiellement par la dégradation du climat politique international, par la détérioration de la plupart de nos économies ployant sous le fardeau d'un endettement colossal, par la réactivation de la course aux armements, par le renforcement de la politique des blocs et, partant, par l'enterrement progressif de la détente. Le maintien de la dépendance, l'exploitation, le déni du droit et de la justice qu'incarnent encore la domination coloniale et l'*apartheid* en Afrique du Sud, le pillage par les plus puissants des ressources des moins nantis, la tentation facile pour les uns d'imposer par la force leurs modèles politiques aux autres, tous ces facteurs réunis poussent notre délégation à s'interroger sur l'avenir de notre communauté.

10. Il s'avère donc impératif que la trente-sixième session de l'Assemblée générale examine en profondeur le malaise dont souffre notre communauté et lui administre la thérapeutique qu'elle réclame.

11. Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation au cours de l'année écoulée [A/36/1] aura eu le mérite de circonscrire les problèmes auxquels est confronté notre monde, de les situer dans leur contexte et d'en esquisser les solutions possibles. Si aucun continent ne semble épargné ni par la crise économique campée dans nos murs ni par les tumultes politiques de natures diverses, l'Afrique restera encore le continent le plus meurtri aussi longtemps qu'elle n'aura pas extirpé de sa partie australe les germes infectieux de l'*apartheid* et mis fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud.

12. La trente-sixième session de l'Assemblée générale aura, une fois de plus, à connaître, à travers les débats sur l'*apartheid* et sur la question de la Namibie, de l'ignominie du régime de Pretoria. Jusqu'à ce jour, nonobstant les multiples appels de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité, de l'Organisation de l'unité africaine [OUA] et du mouvement des pays non alignés enjoignant Pretoria de mettre fin à l'*apartheid*, l'Afrique du Sud, défiant le consensus universel, raffine encore son système d'oppression raciale, entretient dans la région un foyer permanent de tension, lance des agressions armées contre les pays voisins, en violation flagrante de la Charte des Nations

Unies et des normes élémentaires du droit international régissant le comportement de tout Etat.

13. Le refus continu de l'Afrique du Sud d'obtempérer aux décisions de notre assemblée n'acquiert son intelligibilité qu'analysé sous la perspective de l'appui multiforme de ses alliés. Ces derniers, spéculant sur les intérêts stratégiques et les bénéfices qu'ils retirent du maintien du règne de l'*apartheid*, s'emploient non seulement à briser l'isolement politique dans lequel le rejet de l'*apartheid* par la communauté internationale confine Pretoria, mais s'ingénient, au mépris de tout le reste de l'humanité, à affermir une collaboration nourrie dans les domaines militaire et financier.

14. Au lieu d'entamer un dialogue constructif avec la population noire qu'elle opprime aujourd'hui, de reconnaître à cette dernière les droits qui lui sont universellement reconnus, Pretoria croit éterniser son règne par la répression, la bantoustanisation, le bannissement des dirigeants et l'extermination des combattants des mouvements de libération nationale en Afrique du Sud.

15. La soif d'un peuple pour la liberté est à la fois irrésistible, irréversible et irréductible. Pretoria et ses alliés feraient preuve d'une inconscience fatale en croyant un seul instant à la viabilité à long terme de la politique d'*apartheid*. La supériorité militaire momentanée de l'Afrique du Sud, la répression redoutable dont est victime la population noire, les raids punitifs lancés constamment contre l'Angola, n'altèrent en rien le principe énoncé ci-dessus. Mieux, ils accroissent la pugnacité des mouvements de libération concernés, renforcent leur ténacité et raffermissent leur foi dans la victoire.

16. Par son obstination, par son refus aveugle du dialogue, par son incapacité de tirer les leçons de l'histoire, même récente, comme celle de la décolonisation du Zimbabwe, les autorités de Pretoria forgent les armes de leur propre destruction. Nous réitérons aujourd'hui notre appui ferme et constant aux mouvements de libération en Afrique australe.

17. La fin de l'année en cours devait être couronnée par l'entrée de la Namibie dans la famille des Nations Unies, en tant que nation libre et indépendante. L'Afrique du Sud a cependant ruiné, par son inconstance et son arrogance, l'espoir qu'avaient fait naître les efforts successifs de la communauté internationale en vue de faire accéder pacifiquement la Namibie à l'indépendance.

18. Le moment est venu aujourd'hui, après l'échec de la réunion préalable à la mise en œuvre, tenue à Genève en janvier 1981, sur la Namibie, après la paralysie du Conseil de sécurité et son incapacité d'imposer des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud conformément au Chapitre VII de la Charte, le moment est venu de s'interroger sur la stratégie à déployer pour mettre fin à l'impasse dans laquelle se trouve engagé le processus de décolonisation de la Namibie.

19. La huitième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, consacrée à la Namibie et clôturée à l'aube de la trente-sixième session, a dépeint suffisamment les drames qui déchirent le peuple namibien et souligné la situation, combien explosive, dans laquelle l'Afrique du Sud, par son occupation illégale de la Namibie, maintient la partie australe de notre continent. Nous avons participé activement à ce débat. Aussi, nous limiterons-nous aujourd'hui à énoncer la position de notre délégation au regard de la question namibienne.

20. Tout d'abord, nous réitérons notre appui à la South West Africa People's Organization [SWAPO], seul et unique représentant du peuple namibien. Ensuite, la question namibienne reste bel et bien une question de décolonisation sous l'entière et unique responsabilité des Nations

Unies. Nous rejetons de ce fait toute tentative qui viserait à en dénaturer la cause ou à en fausser le cours.

21. Nous dénonçons tout droit à un pays ou à un groupe de pays de lier l'indépendance de la Namibie aux événements ou aux situations qui se produisent ou se produiraient en dehors de ses frontières.

22. Le plan de décolonisation de la Namibie, approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 435 (1978) doit être appliqué dans son intégralité. Nous ne voyons aucune raison ni d'en diluer la substance, ni d'en différer l'application.

23. Le Décret n° 1 pour la protection des ressources naturelles de la Namibie, promulgué le 27 septembre 1974 par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie¹ doit être strictement respecté. Ceux qui s'adonnent directement ou de façon détournée à l'exploitation des ressources namibiennes, quelle que soit leur origine, devraient mettre fin immédiatement à ce pillage scandaleux.

24. Nous demandons aux cinq pays occidentaux, membres du groupe de contact, de ne plus tolérer que Pretoria s'abandonne au plan de décolonisation de la Namibie, prévu dans la résolution 435 (1978), et dont ils réclament la paternité.

25. Le droit à l'autodétermination est devenu le principe cardinal du droit international contemporain. Sans lui, notre organisation serait encore réduite à un club restreint de nations. Sans lui, elle n'aurait jamais acquis la dimension qui lui confère son universalité actuelle. C'est pourquoi l'Organisation des Nations Unies n'a jamais cessé de défendre avec constance et cohérence le droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

26. Voilà plus d'une décennie que les Nations Unies réaffirment avec une rare fermeté le droit du peuple sahraoui à l'indépendance. Aucun fait accompli n'a pu altérer cette vérité, ni éroder la conviction de la communauté internationale à ce sujet.

27. Nous demeurons convaincus, en ce qui nous concerne, que la question du Sahara occidental n'est rien d'autre qu'une question de décolonisation, dont certains, pour des motifs qui leur sont propres mais qui ne nous convainquent guère, tâchent de dénaturer la cause par une série d'arguments qui n'ont d'audience que chez leurs auteurs.

28. L'Organisation des Nations Unies et l'OUA ont déterminé au cours des années, et ce de façon claire et persistante, le cadre et la procédure de la décolonisation du Sahara occidental. Il s'agit pour le cas d'espèce de laisser aux habitants de ce territoire le soin de décider eux-mêmes de leur avenir, librement, directement, sans menaces ni intimidation.

29. Se refuser à mettre en place, par des subterfuges, des procédés dilatoires, les uns aussi précaires que les autres, les conditions nécessaires pour une consultation libre et authentique des habitants du Sahara occidental, revient en dernière analyse à craindre le verdict de ce peuple.

30. On ne peut clore le dossier du Sahara occidental qu'en laissant au peuple sahraoui le soin de se prononcer sur son avenir. Nous invitons donc les parties directement intéressées, à savoir le Maroc et le Front POLISARIO², à engager des négociations franches et directes, en vue d'aboutir à un règlement définitif de la question du Sahara occidental. Tout autre effort visant à régionaliser le conflit existant entre les parties précitées n'aura d'autre mérite que de verser inutilement le sang des innocents et de gaspiller des ressources qui auraient pu servir à d'autres fins.

31. L'escalade de violence qui ravage le Moyen-Orient fonde ses racines dans le déni par Israël du droit reconnu universellement au peuple palestinien de s'autodéterminer. Seul le plein exercice par le peuple palestinien de son droit

à l'autodétermination, y compris celui de fonder son propre Etat, peut aujourd'hui arrêter le drame qui déchire les peuples de la région. Toute autre tentative qui ne tiendrait pas compte des prémisses exposées ci-dessus, qui renierait à l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] la représentativité exclusive du peuple palestinien, ne peut à nos yeux que prolonger le *statu quo* sanglant auquel nous assistons dans cette région.

32. Israël ne saurait assurer sa propre sécurité ni par la violence, ni par l'agression qu'il mène contre les pays voisins.

33. Nous avons condamné en son temps l'implantation des colonies de peuplement pratiquée par le Gouvernement israélien dans les territoires palestiniens occupés. La persistance de la politique israélienne à ce sujet nous force aujourd'hui à réitérer notre désapprobation. Nous ne pouvons pas accepter que le peuple palestinien soit réduit à l'état de réfugiés. Nous nous refusons tout autant à avaliser l'annexion par Israël de la partie est de la ville de Jérusalem.

34. Les Etats faibles ne doivent leur survie qu'au strict respect par les Etats plus puissants des normes de droit régissant les relations internationales. Les pères fondateurs de cette organisation en étaient si conscients qu'ils firent du respect du non-recours à la force dans les relations internationales une norme impérative qui devrait dicter le comportement de tout Etat.

35. C'est donc par fidélité à ce principe que nous rejetons tout alibi que certains se forgent pour envahir les territoires des autres. Il appartient uniquement à chaque pays, nonobstant ses dimensions et ses potentialités économiques, d'arrêter, en toute souveraineté, à l'abri de toutes ingérences extérieures, les lignes directrices de sa politique selon les priorités qu'il se sera choisies. Ce principe est, pensons-nous, d'application universelle.

36. Les conflits auxquels nous assistons dans certaines régions du globe tirent justement leur source du non-respect du principe énoncé ci-dessus. L'on ne pourra y mettre fin que par des solutions politiques en laissant aux pays intéressés le soin de déterminer le mode de gouvernement qui répond aux aspirations de leurs peuples.

37. Il découle de ce qui précède que nous ne pouvons en aucun cas donner notre caution à l'invasion d'un quelconque pays par des troupes étrangères. Que ce soit en Afghanistan ou au Kampuchea, il faut laisser les peuples choisir librement leurs dirigeants.

38. En ce qui concerne la Corée, le Burundi déplore qu'un peuple marqué par le sceau d'une même culture soit artificiellement divisé et que son effort de réunification soit entravé par des ingérences de toutes sortes. La République du Burundi a toujours soutenu et continuera d'appuyer sans réserve toute proposition conduisant à une réunification pacifique et indépendante de la patrie coréenne. A cette fin, nous demandons le retrait des troupes étrangères stationnées en Corée du Sud.

39. Les relations politiques internationales traversent une crise et l'horizon économique s'assombrit. Déficit des balances extérieures, crise alimentaire dans les pays en développement, crise énergétique, incohérence dans la conduite des politiques économiques, renaissance du protectionnisme, chute des prix des produits de base, amenuisement de l'aide publique au développement, piétinement des négociations sur le transfert de technologie, impasse des négociations globales sur la coopération économique internationale pour le développement, plans d'action en vue de venir en aide aux pays les plus gravement touchés restant toujours au stade de vœux pieux; telle est l'image que nous reflète la conjoncture économique actuelle globale des pays en développement.

40. A ce tableau morose, s'ajoutent les difficultés particulières des pays les moins avancés, les plus gravement touchés, dont fait malheureusement partie mon pays. Depuis longtemps, dans le but de démarrer notre économie, nous avons procédé à un choix judicieux de nos priorités en matière de développement, en nous associant aux ensembles économiques régionaux auxquels nous appartenons et en comptant sur une assistance internationale aussi bien bilatérale que multilatérale.

41. Sur le plan national, nous sommes évidemment conscients que la responsabilité de financer notre développement nous revient au premier chef. Nous savons également, à cet effet, qu'il est de notre devoir de mobiliser pleinement les ressources humaines et financières intérieures, les ressources extérieures, notamment l'aide publique au développement, ne servant que de complément. Nos priorités en matière de développement ont été clairement arrêtées. Le développement agricole et rural compte parmi les objectifs primordiaux que s'est fixés notre gouvernement. C'est là où se trouve concentrée la grande partie de la population; c'est là que se concentreront également nos efforts.

42. Notre économie reste cependant tributaire de la fluctuation des prix des produits agricoles. Le prix galopant de l'énergie, l'absence d'accès territorial à la mer, les coûts élevés du transit, du transport et du transbordement nous imposent des contraintes qui handicapent sérieusement nos projets de développement économique et social. Nous regrettons de ce fait que la Décennie des transports et des communications en Afrique, proclamée par l'Assemblée générale [résolution 32/160], n'ait pas reçu l'appui qu'elle mérite.

43. Au niveau régional, notre appartenance à des ensembles régionaux répond à notre souci d'utiliser au maximum les accords de coopération entre pays en développement et à la nécessité de créer des institutions susceptibles d'aider les Etats Membres à développer collectivement les moyens et les infrastructures indispensables pour assurer leur développement économique et social qu'ils n'étaient pas en mesure de créer individuellement. La mise en œuvre des projets arrêtés par les pays de notre sous-région nous permettra certainement de renforcer notre potentiel économique et d'accélérer notre croissance. Nous sollicitons, à cet effet, l'appui et l'aide de la communauté internationale pour mener à bien nos programmes de développement.

44. La conjoncture économique actuelle des pays les moins avancés se dégrade à cause d'une série de facteurs qui échappent totalement à leur contrôle. Aussi, ont-ils attiré, ces derniers temps, l'attention de l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi qu'à la cinquième session de la CNUCED a été adopté le nouveau programme global d'action en faveur des pays les moins avancés³.

45. La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 35/56 de l'Assemblée générale, annexe] prévoyait à son tour, et ce à titre prioritaire, de mettre en place un programme substantiel d'une ampleur suffisante pour leur permettre de laisser définitivement derrière eux leur stagnation présente. Tous ces programmes d'action devaient être mis au point par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés tenue en septembre 1981 à Paris.

46. Nous sommes particulièrement reconnaissants des efforts entrepris par certains pays, dont ceux de la Communauté économique européenne, pour atténuer les difficultés que rencontre cette catégorie de pays. Nous aurions souhaité, pourtant, que les élans de générosité qui transpirent dans les programmes d'action arrêtés lors des conférences internationales se concrétisent. Nous devons néan-

moins reconnaître que l'assistance dont nous avons bénéficié à cet effet reste bien en deçà de nos besoins. Nous en appelons une fois encore aux pays donateurs développés et à ceux des pays en développement en mesure de le faire pour qu'ils honorent les engagements pris envers les pays les moins avancés.

47. L'interdépendance économique de plus en plus accrue nous commande d'adopter, si nous voulons assurer la stabilité économique et établir des relations internationales saines, des politiques positives et constructives.

48. C'est dans cette perspective que nous concevons le lancement des négociations globales. Les mutations profondes qu'a connues l'économie mondiale, ces dernières années, ne sauraient supporter encore longtemps le *statu quo* des relations économiques internationales actuelles. Il est à nos yeux dans l'intérêt de toute la communauté internationale de relancer les négociations globales. Persister à vouloir les bloquer engendrerait des frustrations dont nous ne pouvons, à ce jour, déterminer les conséquences. Comme l'a dit Luis Echeverria : « Il ne peut exister une communauté d'hommes libres qui puisse se fonder indéfiniment sur l'exploitation, la misère et l'ignorance du plus grand nombre. L'histoire maîtresse et mère l'a révélé avec du sang, de la douleur et des larmes. » Nous avons encore la possibilité d'éviter la réédition de cette prophétie.

49. Le rassemblement d'un si grand nombre de responsables et de si haut niveau a permis de tâter le pouls de la situation politique et économique internationale. Nous avons constaté à la fois nos faiblesses et nos potentialités. Nous croyons qu'avec un minimum de volonté politique, des solutions aux différents problèmes exposés au cours de ce débat sont possibles.

50. L'un des mérites de l'Organisation des Nations Unies est justement le fait que la diversité de ses membres constitue sa richesse. Comme toute œuvre humaine, l'Organisation des Nations Unies a ses faiblesses et ses limites. Nous demeurons convaincus, cependant, qu'elle reste le meilleur instrument pour la garantie de la paix et de la sécurité internationales.

51. M. CHŇOUPEK (Tchécoslovaquie) [*interprétation du russe*] : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter de votre élection à la présidence de la présente session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Je vous souhaite plein succès dans l'exercice de votre mission, et j'en fais de même pour le Secrétaire général. Je voudrais également rendre hommage à votre prédécesseur, M. Rüdiger von Wechmar.

52. Je salue l'admission de nouveaux Etats Membres à l'Organisation des Nations Unies : la République de Vanuatu et le Belize. Je les félicite chaleureusement à l'occasion de leur accession à l'indépendance.

53. Cette assemblée se réunit chaque année pour discuter des questions les plus importantes concernant les affaires mondiales. Chaque année, du haut de cette tribune, des appels sont lancés pour qu'il soit mis de l'ordre dans la situation mondiale, pour que l'humanité ne vive plus dans la peur et la méfiance et pour qu'elle puisse s'acheminer vers un avenir dans lequel les idéaux de la Charte seront généralement appliqués, conformément à la grandeur de l'homme et à sa créativité sans fin.

54. Cependant, jamais jusqu'ici nous ne nous sommes encore trouvés devant une situation aussi contradictoire, aussi unique. Tandis que, d'un côté, se poursuit la tendance à la détente, on s'efforce, de l'autre côté, de retourner à la « guerre froide ». Nous sommes témoins des efforts des forces pacifiques, et parmi celles-ci la Tchécoslovaquie qui est la première à lutter pour empêcher tout affrontement, mais nous constatons une tendance simultanée à la domination militaire, à l'hégémonie sur l'économie mondiale. Tout le monde reconnaît par le cœur et par

la raison qu'il est impossible d'accepter la guerre nucléaire, et pourtant l'on prépare des plans pour cette guerre, dans un cadre prétendument limité.

55. Tout cela n'existe que parce que les forces militantes de l'impérialisme et de l'hégémonisme ne mènent pas une politique de détente. C'est pourquoi, en nous intimidant avec une prétendue menace venant de l'Est, elles poussent de plus en plus à la course aux armements. Aussi, en accusant les autres de prétendu « terrorisme international » elles imposent elles-mêmes la terreur à des continents entiers. En accusant démagogiquement les pays socialistes de prétendues violations des droits de l'homme, elles laissent les prisonniers politiques mourir de faim et condamnent injustement des millions de personnes au chômage. Tout en accusant les autres, elles font verser le sang d'innocents en El Salvador, en Afrique australe et ailleurs. Ainsi, tout en déclarant que des questions aussi importantes que la liberté du commerce ou l'accroissement des investissements de capitaux sont les seuls problèmes mondiaux importants à l'heure actuelle, elles détournent l'attention de l'opinion publique des problèmes les plus importants de l'heure, qui sont le maintien de la paix et de la sécurité, le désarmement, la lutte contre l'exploitation des pays en développement par des sociétés transnationales, contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme, le sionisme et l'*apartheid*. Il est évident que ce sont ces forces qui compliquent l'évolution de la situation internationale.

56. Comme c'est toujours le cas dans des circonstances difficiles, la responsabilité de ceux qui se soucient des destinées de l'humanité s'accroît, comme s'accroît la responsabilité de notre organisation qui doit mettre fin à ces aventures. Ce n'est pas quand la flèche est partie qu'il faut l'arrêter. Aucune résolution concernant le maintien de la paix et le désarmement ne doit devenir un objet de catalogue dans les archives des problèmes non résolus. Chaque homme politique, chaque diplomate doit s'engager à la mise en œuvre de ces résolutions.

57. Les programmes sans fin d'armement des impérialistes en vue de parvenir à la domination militaire doivent être un avertissement pour tous. Certes, c'est un peu comme s'ils cherchaient à résoudre la quadrature du cercle, mais il en résulte des armes toujours plus perfectionnées, plus terribles, plus dévastatrices. Les mots de Friedrich Engels deviennent tout à fait actuels, lui qui disait que « chaque jour on met à la ferraille une nouvelle technique pour la remplacer par de nouvelles inventions; chaque jour de nouveaux explosifs d'une force sans pareille apparaissent. Mais, on ne peut pas dire exactement qui souffrira en fin de compte de cette situation — celui qui tire ou celui sur qui on tire ».

58. Voilà pourquoi il est de notre intérêt à tous de prendre à temps des mesures efficaces pour barrer la route à la guerre et à ses préparatifs. Il faut dénoncer les sophismes qui sont utilisés pour justifier la guerre et les armements : tous les mensonges relatifs à la « compatibilité de fermer la brèche entre l'armement et le désarmement », toutes les thèses erronées relatives à l'éventualité d'une guerre nucléaire qui serait « humaine », toutes les tentatives pour faire mener la guerre en Europe par les Européens, en Asie par les Asiatiques, en Afrique par les Africains, tandis que l'objectif est de faire du continent le champ de bataille d'une guerre nucléaire limitée; toutes les mesures qui, en fin de compte, ont mené à la production de la bombe à neutrons, que le peuple tchécoslovaque et toute l'opinion mondiale condamnent énergiquement et que notre organisation se doit de condamner également. Est-ce que ce n'est pas se moquer de notre organisation pacifique, qui est destinée à maintenir la paix, que d'affirmer, comme l'a fait le représentant d'un Etat Membre

permanent du Conseil de sécurité, qu'il y a des choses qui sont plus importantes que la paix, tandis qu'un autre affirme que chaque génération doit avoir sa guerre? Est-ce de la naïveté? Ou est-ce vraiment une préparation à la guerre?

59. Ce n'est qu'au moyen du dialogue et de la coopération que l'on pourra résoudre réellement et de manière réaliste toutes les questions qui se posent dans les relations internationales. Il n'existe aucun problème que nous ne soyons prêts à discuter au moyen de négociations.

60. L'époque où un pays pouvait mener le monde avec un bâton nucléaire est définitivement révolue. Il était indispensable de reconnaître ce fait de façon réaliste et une bonne fois pour toutes. On ne saurait également, lorsqu'on fait partie du système de relations internationales existant, ignorer l'appel lancé par la grande majorité de l'humanité en faveur de la paix. Il faut voir comment les peuples de l'Europe combattent les actuels plans de guerre américains! Il faut donc poursuivre ce qui a déjà été éprouvé et qui s'avère être la seule solution juste, c'est-à-dire relancer la coopération qui existait dans les années 70 et appliquer l'esprit et la lettre de l'Acte final adopté à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Helsinki en 1975.

61. C'est précisément à cause de cela, semble-t-il, qu'au cours des discussions qui ont lieu ici, un appel vibrant a été lancé par tous les continents en faveur de la poursuite de la politique de détente, qui est l'expression de la protestation qui s'élève en Europe de l'Ouest et aussi ailleurs contre les missiles et la bombe à neutrons.

62. Il en est vraiment ainsi, comme cela a déjà été dit ici il y a quelques jours. Voilà qu'un bureaucrate, qui vient juste d'occuper ses fonctions dans son ministère, fabrique une nouvelle doctrine, et on prétend qu'il faut danser selon son bon vouloir. Mais tout cela est périmé; ce temps a disparu à jamais.

63. Quels sont les moyens qu'il faut adopter pour améliorer le climat international si compliqué qui existe à l'heure actuelle? Quelles sont les méthodes efficaces qu'il faut appliquer pour poursuivre la politique de détente? A notre avis, ces moyens et ces méthodes sont indiqués dans l'ensemble important des propositions pacifiques de l'Union soviétique présentées par Leonid I. Brejnev lors du XXVI^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique. Ce programme de paix pour les années 80, comme l'a dit le Président de la République tchécoslovaque Gustáv Husák au XVI^e Congrès du Parti communiste de la Tchécoslovaquie, constitue également une expression concentrée de nos propres intérêts.

64. Aussi serait-il inexcusable de négliger les intérêts les plus fondamentaux des peuples du monde. Il ne faut pas que ceux à qui s'adresse l'appel du peuple soviétique se contentent simplement de l'étudier ou l'ignorent. Même la discussion, sans parler de la mise en œuvre concrète des propositions, permettrait à l'humanité de respirer plus librement.

65. Ces propositions sont essentiellement les suivantes : l'appel de l'Union soviétique en faveur du renouvellement immédiat du dialogue avec les Etats-Unis, au niveau le plus haut et notamment la reprise des négociations sur la limitation des armes stratégiques en maintenant ce qui a déjà été obtenu; la proposition de convocation d'une session extraordinaire soigneusement préparée du Conseil de sécurité des Nations Unies au niveau le plus élevé en vue d'assainir l'atmosphère internationale et de prévenir la guerre; la proposition d'un moratoire sur l'emplacement de nouveaux missiles de portée moyenne; la proposition sur l'élargissement des mesures de sécurité sur le plan régional qui serait extrêmement important pour résoudre la question fondamentale de la rencontre de Madrid qui a

été longuement préparée — il s'agit de la convocation d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe. Nous espérons que les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord [OTAN] reconnaîtront leur responsabilité politique et que, au cours de la deuxième étape de cette rencontre, ils contribueront à son succès. Enfin, la proposition tendant à discuter, au cours de cette session, la question de la conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique. Comme tous les pays épris de paix, nous sommes vivement désireux que l'espace extra-atmosphérique ne devienne jamais l'arène d'une course aux armements. Grâce à la coopération avec l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie, après l'URSS et les Etats-Unis, est devenue le troisième pays du monde dont un citoyen a pu, il y a trois ans, se rendre dans l'espace extra-atmosphérique.

66. Mais il faut souligner particulièrement l'appel qui a été lancé à la 7^e séance par le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Andrei A. Gromyko, demandant que les Nations Unies adoptent un nouveau document politique d'une haute importance de principe, déclaration faite en vue d'éviter que ne se produise une catastrophe nucléaire et qui condamne l'utilisation, en premier, des armes nucléaires en tant que crime majeur contre l'humanité.

67. Nous sommes certains que la présente session sera une étape importante pour la préparation de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, session qui pourrait conduire à une conférence mondiale sur le désarmement. Dans ce but nous sommes prêts, comme nous l'avons toujours été dans le cadre du Comité du désarmement et au Comité préparatoire, à contribuer à cette tâche et à coopérer activement avec toutes les délégations.

68. Nous préconisons que des efforts accrus soient faits en vue de parvenir à une décision concrète sur l'ensemble des problèmes de désarmement, à commencer par les questions de désarmement nucléaire, les mesures partielles telles que l'interdiction complète des essais nucléaires, l'interdiction des armes chimiques et radiologiques et le renforcement des garanties de sécurité des pays non nucléaires — jusqu'à la création de zones de paix dans différentes parties de notre planète et la réduction des budgets militaires. Notre action à cet égard est guidée par les principes d'égalité et de sécurité.

69. Mais nous ne pourrions atteindre ces objectifs que si tous les gouvernements font réellement preuve de désintéressement et de bonne volonté. C'étaient là les conditions indispensables à l'adoption de la Déclaration sur la coopération internationale pour le désarmement [résolution 34/88 de l'Assemblée générale], adoptée à l'initiative de la Tchécoslovaquie en 1979. C'est précisément dans l'atmosphère internationale contemporaine que nous considérons qu'il est indispensable que de cette tribune mondiale soit soulignée encore une fois l'importance de ce document qui est le code fondamental de conduite pour les Etats dans les négociations sur le désarmement. Il serait utile que l'Assemblée générale lance un appel pour le respect et la mise en œuvre de cette déclaration et qu'elle mobilise la volonté politique des Etats en vue d'une coopération internationale dans les négociations sur le désarmement qui ne sont pas tributaires de conditions préalables ou de questions qui n'y sont pas directement rattachées. L'Assemblée générale devrait également lancer un appel à tous les Etats pour qu'ils s'abstiennent de tout agissement qui pourrait compliquer la situation ou rendre impossibles des résultats concrets en matière de désarmement. A cet égard, nous avons l'intention de présenter, à la présente session, un projet de résolution pertinent.

70. Nous sommes extrêmement désireux de voir l'Europe devenir, pour toujours, une zone de paix solide et de coopération constructive. C'est pourquoi, en tant que pays situé au cœur de l'Europe, nous ressentons profondément la menace que représentent les plans de l'OTAN visant à déployer de nouvelles fusées nucléaires américaines, de moyenne portée, sur le territoire d'un certain nombre d'Etats d'Europe occidentale. La mise en œuvre de cette décision, motivée par le désir de l'Occident d'arriver à une domination militaire stratégique est lourde de conséquences extrêmement dangereuses pour la paix et la sécurité — et pas seulement de notre continent.

71. Voilà pourquoi nous plaçons de grands espoirs dans les négociations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, relatives à la limitation des armes nucléaires en Europe dont ont convenu, lors de leur récente rencontre, à quelques pas de cette salle, le ministre des affaires étrangères Gromyko et le secrétaire d'Etat Haig, et en premier lieu, la conclusion d'un accord sur la limitation et, même, mieux encore, la réduction des armes nucléaires de moyenne portée, accord qui serait établi de façon simultanée et en étroite relation avec le système nucléaire correspondant des Etats-Unis, compte dûment tenu des facteurs qui déterminent la situation stratégique en Europe. Ce n'est qu'ainsi qu'on parviendra au maintien de la parité existante approximative.

72. Le renforcement de la détente et de la sécurité en Europe contribuerait également au progrès des négociations de Vienne en vue de la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale, c'est-à-dire au progrès de négociations qui, depuis quelques années déjà, se trouvent dans l'impasse sans que ce soit de notre faute.

73. Nous suivons avec grand intérêt les efforts déployés pour l'établissement d'une zone dénucléarisée dans le nord de l'Europe.

74. Nous considérons que la Méditerranée devrait, également, être transformée en une région de paix durable et de coopération fructueuse. Cette nécessité a été encore soulignée lors de la récente attaque des forces armées américaines contre la Libye.

75. La Tchécoslovaquie socialiste, membre actif du traité de Varsovie et du Conseil de l'aide économique mutuelle, participe avec constance aux efforts coordonnés des pays socialistes dans le but d'assurer la paix dans le monde et d'instaurer la détente. Cette politique, élaborée par les congrès de nos partis, a été stimulée par l'élan important engendré par les sessions du Comité consultatif politique, par les rencontres de Crimée au niveau le plus élevé et par les réunions du Comité des ministres des affaires étrangères du Traité de Varsovie. Elle représente notre programme à la fois quotidien et à long terme.

76. Voilà pourquoi nous sommes très préoccupés par la situation qui règne en République populaire de Pologne, notre voisin immédiat avec lequel nous sommes liés par des milliers d'années d'histoire, par une très longue frontière et, surtout, par un esprit commun d'édification socialiste. Nous exprimons notre certitude que les dirigeants polonais sauront rejeter les attaques tant extérieures qu'intérieures contre le socialisme. Nous partageons entièrement l'opinion selon laquelle seule une Pologne socialiste, alliée de classe pour ses amis, pourra contribuer à la promotion de relations pacifiques en Europe et être un facteur de stabilité dans ce continent.

77. De même, nous ne pouvons rester indifférents devant les manœuvres impérialistes à l'égard de Cuba socialiste; nous condamnons énergiquement ces attaques et nous demandons instamment leur cessation immédiate.

78. Quant à la mise en œuvre de la politique de coexistence pacifique des Etats dotés de systèmes sociaux diffé-

rents, nous considérons qu'il est extrêmement important, et même indispensable, d'établir des contacts politiques solides et permanents entre les participants à la Conférence d'Helsinki. C'est la raison pour laquelle nous développons ces contacts, de façon systématique et dans une optique à long terme. Nous respectons pleinement les accords qui nous ont permis de normaliser nos relations avec bon nombre de ces pays, notamment avec la République fédérale d'Allemagne et l'Autriche, et nous nous efforçons d'entretenir des relations de bon voisinage et de coopération avec eux. Nous maintenons un système efficace de consultations politiques avec la Finlande, la France, le Royaume-Uni, le Canada, la Turquie, la Grèce, Chypre, l'Italie, le Danemark, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Luxembourg. Nous intensifions régulièrement une coopération économique nouvelle ainsi que des liens culturels. A cet égard, nous espérons que notre attitude constructive dans nos relations avec les Etats-Unis fournira une solution à nos revendications financières importantes et nous permettra de récupérer notre réserve d'or qui a été pillée par les nazis, de même qu'elle aplanira les obstacles qui ont entravé nos relations. Nous avons la même position à l'égard du Royaume-Uni en ce qui concerne ces négociations et, en retour, nous attendons qu'elle en fasse autant.

79. En même temps, la Tchécoslovaquie développe des relations mutuellement profitables avec la grande majorité des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La récente visite du Président de la Tchécoslovaquie, Gustáv Husák, en Libye, en Ethiopie et en République démocratique populaire du Yémen en est une autre preuve. Nous avons l'intention de poursuivre nos bonnes relations traditionnelles avec l'Inde et de développer ces relations avec d'autres pays également.

80. A la trente-cinquième session [18^e séance], du haut de cette tribune, j'ai déclaré que le règlement de la situation au Moyen-Orient était encore lointain. Cette année, je dois malheureusement ajouter que ce règlement s'est encore éloigné. La raison en est la politique agressive menée par Tel-Aviv et le soutien apporté par l'impérialisme à cette politique, en tant que garant de ses actes de banditisme. En effet, comment peut-on qualifier les attaques d'Israël sur Beyrouth, Saïda, Nabatiyé — ces Coventry libanais? Comment considérer autrement l'attaque sans précédent sur le réacteur nucléaire iraquien près de Bagdad? Comment accepter que les troupes israéliennes pénètrent sur le territoire souverain du Liban voisin? Comment évaluer les tentatives faites par les Etats-Unis pour s'ingérer même dans ces affaires du point de vue militaire?

81. Il devient de plus en plus clair que, comme nous l'avons toujours dit, la crise du Moyen-Orient ne peut trouver sa solution dans les accords du genre de ceux de Camp David. Il faut tenir compte des intérêts légitimes de tous les Etats et de tous les peuples de la région. Cela suppose le retrait sans condition des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, le respect total du droit du peuple arabe de Palestine à l'autodétermination, y compris la création d'un Etat indépendant, ainsi que la souveraineté et la sécurité de tous les pays du Moyen-Orient. Nous sommes également en faveur de la convocation d'une conférence internationale pour éliminer ce dangereux foyer de tension, avec la participation de tous les pays intéressés, y compris l'OLP.

82. Nous soutenons aussi pleinement les efforts déployés par le peuple afghan pour défendre les réalisations de la révolution d'avril 1978 et l'indépendance nationale contre les attaques des forces contre-révolutionnaires soutenues par l'impérialisme et l'hégémonisme. Comme nous l'avons souligné au cours de la récente visite en Tchécoslovaquie d'une délégation de la République démocratique d'Afgha-

nistan, dirigée par Babrak Karmal, nous appuyons pleinement les propositions concrètes et réalistes du Gouvernement afghan en date du 14 mai 1980, concernant la normalisation des relations avec les pays voisins du Pakistan et de l'Iran, propositions qui ont d'ailleurs été développées dans la déclaration du 24 août 1981 [A/36/457, annexe]. Nous estimons que, pour assurer la paix dans la région, il serait utile que les deux pays susmentionnés acceptent l'appel que le Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, ici présent, a lancé du haut de cette tribune [8^e séance] pour que ces propositions soient examinées, déjà au cours de la présente session, sur une base bilatérale ou trilatérale. On ne saurait, cependant, poursuivre des négociations, quelles qu'elles soient, sans la participation du seul gouvernement légitime de la République démocratique d'Afghanistan. Ce qui est tout à fait impossible, c'est de mener des négociations sur la situation intérieure du pays.

83. Nous soutenons pleinement ceux qui ont pris la parole ici pour appuyer les propositions constructives de la République socialiste du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea visant à renforcer la confiance et à transformer l'Asie du Sud-Est en une zone de paix et de stabilité, y compris la proposition relative à l'organisation d'une conférence régionale avec la participation des pays d'Indochine et des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE] [voir A/36/86, annexe I]. En même temps, nous condamnons énergiquement les manœuvres hostiles qui tendent à créer artificiellement une question du Kampuchea. Cela s'applique également à la prétendue conférence internationale sur le Kampuchea, qui a constitué une violation grossière des principes de la Charte des Nations Unies et une ingérence dans les affaires intérieures de ce pays. Nous espérons que personne ne réussira plus à faire un emploi abusif du nom de l'Organisation des Nations Unies pour atteindre les objectifs douteux poursuivis par certains pays.

84. Nous maintenons la position inébranlable selon laquelle il est indispensable de mettre fin à cette situation où des personnes qui ne représentent qu'elles-mêmes et qui sont responsables du génocide de millions de leurs concitoyens peuvent occuper la place qui appartient aux représentants légitimes de la République populaire du Kampuchea.

85. La politique qui consiste à susciter les troubles, l'instabilité et les conflits en Asie du Sud-Est et dans d'autres régions du monde — produit de l'union de l'impérialisme et de la direction chinoise actuelle — est en contradiction directe avec le maintien de la paix et les besoins de tous les peuples du monde. La politique hégémoniste et agressive de Beijing ne saurait rien amener de bon à la Chine ou à son peuple. La Tchécoslovaquie, quant à elle, est prête, comme elle l'a maintes fois souligné, à améliorer ses relations avec la République populaire de Chine, à condition, bien entendu, que les principes fondamentaux de notre politique étrangère soient rigoureusement observés.

86. Le renforcement de la paix dans cette région et sur l'ensemble du continent asiatique serait favorisé par les négociations sur le développement de la confiance dans les régions de l'océan Indien et de l'Extrême-Orient, qui ont été proposées par l'Union soviétique⁴. Nous considérons également comme très importante la proposition de la République populaire mongole de conclure une convention sur la non-agression et le non-recours à la force entre les pays d'Asie et de l'océan Pacifique [voir A/36/388].

87. En ce qui concerne la question de Corée, nous estimons qu'elle doit être résolue par des moyens pacifiques. Nous pensons que les propositions de la République populaire démocratique de Corée, formulées par le président Kim Il Sung lors du sixième Congrès du parti ouvrier de Corée, constituent la base appropriée à un tel règlement.

88. Nous continuons de maintenir notre position à l'égard de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du statut de non-alignement de la République de Chypre. Nous espérons que les contacts qui se poursuivent entre les représentants des deux communautés chypriotes s'orienteront dans cette direction.

89. Le régime raciste de Pretoria, avec le soutien total, constant et ouvert des pays occidentaux, continue à violer de façon flagrante les droits de l'homme en ce qui concerne la population africaine. Contrairement à la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud continue d'occuper illégalement la Namibie et s'efforce de la transformer, grâce à l'appui du groupe dit des Cinq, en un Etat néo-colonial et de paralyser le seul représentant légitime du peuple namibien, la SWAPO. La Tchécoslovaquie est entièrement solidaire de la juste lutte du peuple de Namibie, dirigé par la SWAPO, en vue de l'octroi de l'indépendance pleine et entière. De même, nous soutenons les efforts des peuples de la République sud-africaine pour éliminer l'*apartheid* et la discrimination raciale.

90. Nous condamnons catégoriquement l'agression éhontée des racistes sud-africains contre l'Angola. Cette agression a été une insulte à notre organisation et une menace à la paix et à la sécurité internationales.

91. Nous prenons énergiquement parti pour la mise en œuvre des décisions de la Conférence internationale sur des sanctions contre l'Afrique du Sud, tenue à Paris du 20 au 27 mai 1981⁵, ainsi que pour la mise en œuvre des mesures arrêtées à la huitième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, consacrée à la Namibie, qui s'est tenue récemment [résolution ES-8/2]. Nous estimons que le Conseil de sécurité doit adopter des sanctions obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud, conformément au Chapitre VII de la Charte.

92. Nous apprécions pleinement la politique du mouvement des pays non alignés dans sa lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le racisme, la paix et le progrès social. Voilà 20 ans que ce mouvement existe, et il a démontré qu'il est un facteur indispensable et irremplaçable de la vie internationale. Ce mouvement, basé sur des principes pacifiques et anti-impérialistes, peut, en particulier à l'heure actuelle, contribuer grandement à l'assainissement de l'atmosphère internationale si perturbée.

93. Nous continuons à soutenir les exigences des pays en développement en ce qui concerne la restructuration des relations économiques internationales sur une base d'égalité, de justice et de démocratie. Ce faisant nous partons de notre position fondamentale eu égard à la solution de ce problème.

94. Toute l'histoire de l'humanité montre que la sagesse et la responsabilité des hommes politiques sont mises à l'épreuve de manière toute particulière au moment où les relations internationales se compliquent. Certes, il n'est pas difficile de compliquer la situation politique. Ce qui est beaucoup plus difficile, c'est de diminuer la tension, de s'opposer au pire, et c'est cela que nous devons rechercher avant tout.

95. Depuis les premiers jours de l'existence des Nations Unies — naissance à laquelle nous avons assisté à San Francisco —, nous avons toujours pensé que l'Organisation avait un rôle honorable à jouer dans les efforts de l'humanité pour assurer la paix aujourd'hui et demain. Voilà ce que le peuple tchécoslovaque pense. Nous avons toujours œuvré pour que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies soutiennent la Charte, dont le contenu, du fait qu'il ne dépend pas de l'écoulement du temps, n'exige, par conséquent, aucune modification.

96. Nous sommes convaincus que l'Assemblée, à la présente session, déploiera tous ses efforts pour servir l'idéal le plus noble de la société humaine, l'idéal de la paix et de

la coopération, et qu'elle le fera avec toute l'autorité et l'influence que lui octroie son mandat international.

97. La Tchécoslovaquie socialiste déploiera tous ses efforts pour le succès de cette cause.

98. M. MALILE (Albanie) : Monsieur le Président, je voudrais, tout d'abord, vous féliciter pour votre élection au poste important de Président de la trente-sixième session de l'Assemblée générale et vous souhaiter plein succès dans l'accomplissement de votre tâche.

99. Je tiens également à féliciter Vanuatu et le Belize pour leur admission à notre organisation et souhaiter aux peuples de ces pays des succès dans la voie du développement libre et indépendant.

100. Un regard jeté sur le cours des événements qui se sont produits depuis la dernière session de l'Assemblée générale nous montre que la situation dans le monde est devenue, dans l'ensemble, plus complexe et plus explosive. Les dangers qui menacent la paix, les peuples et les pays souverains, qui veulent vivre libres et défendre leurs droits et leurs intérêts légitimes, se sont, au cours de cette dernière année, accrus et aggravés. Dans de nombreuses et différentes régions du monde se sont accumulés des éléments nouveaux qui mettent encore plus en péril la paix et la sécurité internationales. Beaucoup de problèmes politiques importants et aigus qui, depuis longtemps, préoccupent à juste titre les peuples et les pays progressistes, loin d'avoir été acheminés dans la voie de leur solution, se compliquent et deviennent de jour en jour plus difficiles.

101. Sur le continent européen, cette année, on a vu monter la tension et la confrontation politique et militaire; les contradictions sont devenues plus aiguës. Les foyers de tension et de conflit se sont accrus et élargis au Moyen-Orient et dans le golfe Persique. Toute cette région, depuis la Méditerranée à l'océan Indien, et jusqu'au centre de l'Asie, s'est convertie en une arène d'agression ou de préparatifs de guerre. L'agression sioniste-impérialiste contre les peuples et les pays arabes se poursuit encore plus farouchement. En Asie, en Afrique et en Amérique latine couvent de nombreux points chauds et foyers de tension.

102. Des inquiétudes encore plus sérieuses ont été suscitées au cours de cette dernière année partout dans le monde par l'agressivité accrue des superpuissances impérialistes et, en particulier, par l'intensification de la course aux armements et des préparatifs de guerre. Les budgets de guerre des superpuissances ont augmenté à des rythmes impressionnants. Les fournitures et les ventes d'armes ont pris de nouvelles grandes proportions. La production de nouveaux systèmes d'armes de destruction massive, y compris la bombe à neutrons, s'est encore intensifiée. Les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, et leurs blocs militaires agressifs, l'OTAN et le Traité de Varsovie, ont accru en nombre et en intensité leurs manœuvres militaires; ils les ont utilisées encore plus ouvertement et directement que par le passé, comme un moyen de pression et de chantage, que ce soit en Europe, en Méditerranée, au Moyen-Orient ou dans l'océan Indien.

103. Ces développements, lourds de dangers, se produisent en un temps où la crise générale du monde capitaliste-révisionniste s'aggrave et s'approfondit sans cesse. La grave crise économique et financière qui secoue les fondements de la structure et de la superstructure des pays capitalistes et révisionnistes a conduit à un nouveau durcissement de toutes les contradictions interimpérialistes. En particulier, la crise énergétique a poussé les puissances et les monopoles impérialistes à une âpre concurrence et à de multiples conflits pour la mainmise sur les sources et les marchés de pétrole et de matières premières, pour s'évincer mutuellement et pour se partager les zones d'influence. Les superpuissances et les puissances impérialistes s'efforcent, à travers la violence et le chantage, la démago-

gie et la subversion, de surmonter les lourdes conséquences qu'entraînent pour elles la crise économique et financière, la hausse de l'inflation, l'accroissement du chômage et la récession, en accentuant le pillage et l'exploitation des autres pays.

104. De nombreux faits et événements témoignent donc que le processus d'affrontement entre les peuples et les pays souverains démocratiques et progressistes, d'une part, et l'impérialisme, le social-impérialisme et les autres forces de la réaction mondiale, d'autre part, s'approfondit toujours davantage. Cet affrontement se reflète chaque jour dans tout le cours des événements dans le monde et des relations internationales dans leur ensemble. Les vrais et principaux responsables de la grave situation internationale actuelle, des foyers d'agression et de guerre, de tension et d'insécurité, et de tous les dangers et injustices que l'on observe, sont au premier chef les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui poursuivent une politique agressive, néo-colonialiste et qui s'efforcent de dominer le monde et de subordonner à leurs intérêts tout le système des relations internationales.

105. Les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques ont été et demeurent les plus grands et les plus farouches ennemis des peuples, la source principale des guerres et des agressions. En dépit des graves défaites qu'ils ont subies, ils sont devenus encore plus effrénés dans leur politique et leurs menées agressives, intensifiant les menaces, les chantages, les pressions économiques, politiques et militaires ainsi que les complots et les actes de subversion dans diverses régions du monde, afin d'établir partout leur hégémonie et de se partager les zones d'influence. Le dirigeant du peuple albanais, le camarade Enver Hoxha a dit :

« Les grandes puissances impérialistes luttent par tous les moyens pour conserver les marchés et les zones d'influence qu'elles détiennent aujourd'hui dans le monde. Lorsque l'une d'elles perd un marché dans une zone donnée, elle s'efforce de s'en assurer un dans une autre zone aux dépens de son rival ou de ses rivaux. C'est là qu'ont leur source les déséquilibres. C'est de là que naissent — et s'approfondissent — les contradictions et les divergences qui vont jusqu'aux affrontements armés, que naissent la course aux armements, les guerres partielles locales, qui conduiront l'humanité à une guerre mondiale et de pillage impérialiste. »

106. Les Etats-Unis et l'Union soviétique recourent aussi au tapage démagogique sur la « détente » et sur leurs « efforts » pour la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le monde, et particulièrement en Europe. Les contradictions interimpérialistes et la rivalité pour l'hégémonie sur ce continent se sont aggravées encore plus, les dangers qui menacent les peuples et les pays européens se sont encore accrus. En conséquence, les peuples européens voient maintenant plus clairement ce qui se trouve derrière le rideau de la « détente » et les conférences sur la sécurité européenne d'Helsinki, de Belgrade et de Madrid, ou de la farce des négociations de Vienne. Dans cette grave situation de tension et de menace créée en Europe par les Etats-Unis et l'Union soviétique, les peuples ne peuvent pas ne pas voir que, de pair avec le bruit sur l'Acte final adopté à la Conférence d'Helsinki en 1975, les arsenaux d'armes stratégiques et nucléaires et le nombre des chars et des avions américains et soviétiques ont grossi sur notre continent et que le danger pour la paix et la sécurité véritables en Europe et dans le monde s'est accru. A la lumière des périlleux développements actuels en Europe, il apparaît clairement que l'Acte final d'Helsinki n'a pas été formulé pour défendre la souveraineté et les frontières des Etats européens, mais pour préserver les zones d'influence des deux superpuissances impérialistes, pour étouffer la vigilance des peuples européens. C'est précisément

pour ces raisons que l'Albanie s'est opposée à cette conférence démagogique. Cela, le monde le sait bien depuis longtemps et la vie a maintenant confirmé le bien-fondé de ces attitudes.

107. La situation en Europe s'aggrave aussi du fait que les deux superpuissances cherchent à tout prix à renforcer leur contrôle et leur diktat sur leurs alliés, à combler les failles qui se font jour dans leurs groupements et leurs alliances politiques et militaires et à contraindre les membres de ces alliances à accroître leurs dépenses militaires, à élever leur contribution financière pour le maintien des troupes étrangères sur leurs territoires et, en général, à assumer une plus lourde charge dans l'ensemble des préparatifs de guerre. Les proportions toujours accrues que prend la course effrénée américaine et soviétique aux armements conventionnels et nucléaires en Europe, à part les grands dangers qu'elle crée pour les peuples et les pays souverains de ce continent, ont suscité la nervosité des alliés respectifs des deux superpuissances. L'année dernière, on a beaucoup parlé et écrit sur l'installation en Europe des missiles soviétiques SS-20 et des missiles américains de croisière et Pershing 2. Chacune des superpuissances s'efforce de se disculper et de rejeter la faute sur l'autre pour cette escalade aux graves conséquences de la course aux armements en Europe. Mais la vérité est que tant les Etats-Unis que l'Union soviétique agissent dans le même sens et dans les mêmes buts. Ils veulent transformer l'Europe en un arsenal, ils veulent imposer à tout le continent, et même à leurs alliés, leur diktat à travers l'intimidation et le chantage.

108. Dans tout le jeu compliqué qu'ils mènent pour asseoir leur domination et leur hégémonie, les Etats-Unis et l'Union soviétique, en même temps qu'ils se sont arrangés pour respecter un certain *status quo* avantageux pour tous deux en Europe, n'ont jamais pour autant renoncé à se défier mutuellement dans leurs zones d'influence respectives. La situation grave et chaotique qui s'est créée en Pologne, comme résultat d'un processus de dégénérescence générale dont l'origine remonte au XX^e Congrès révisionniste du Parti communiste de l'Union soviétique, est mise à profit par les impérialistes américains et leurs alliés pour ébranler et affaiblir les positions dominantes des hégémonistes soviétiques dans leur sphère d'influence. De leur côté, les sociaux-impérialistes soviétiques ne ménagent pas les menaces et les flatteries à l'adresse des pays d'Europe occidentale pour les pousser contre Washington, surtout sur des problèmes comme ceux du « désarmement », de la « détente », des relations Est-Ouest, etc. Moscou s'efforce également de riposter aux défis de Washington en Pologne par d'ouvertes démonstrations de force. C'est la raison pour laquelle elle maintient ce pays dans un véritable encerclement militaire et organise sans cesse sur son territoire et autour de ses frontières de grandes et incessantes manœuvres militaires.

109. En dépit de l'accroissement de la rivalité et du ton qui monte dans les accusations réciproques entre Washington et Moscou, ce serait une erreur d'oublier que les deux superpuissances impérialistes, même en de tels moments, savent trouver la formule pour s'entendre sur le dos des autres et même de leurs alliés, et ce toujours aux dépens des peuples et des Etats souverains. Les inquiétudes de voir la montée de la rivalité américano-soviétique entraîner de graves conséquences dans les relations internationales sont fondées, car il en a toujours été ainsi. Mais les dangers ne diminueraient pas et les tensions dans le monde ne s'atténueraient pas même si la phase actuelle d'aggravation des rapports entre les deux superpuissances cédait la place à une période de relations plus tranquilles, de rencontres plus fréquentes et de coordination de leurs agissements entre elles. Pour les peuples d'Europe et du monde entier, la politique, les visées et les menées des

Etats-Unis et de l'Union soviétique demeurent menaçantes et dangereuses aussi bien quand leurs chefs se donnent l'accolade et signent des traités, que quand ils s'adressent réciproquement de véhéments reproches.

110. Dans les Balkans non plus la situation n'est pas tranquille. On y observe une nouvelle intensification de l'activité politique et militaire des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui, mettant à profit les graves conjonctures économiques et sociales et les éléments de confusion qui se sont accumulés dans tel ou tel pays balkanique, rivalisent entre eux pour pénétrer et renforcer leurs positions stratégiques dans cette région. C'est ce but que servent aussi leur présence accrue et leur dispositif militaire, aérien et naval mis en place autour des Balkans, leurs efforts pour s'assurer des bases militaires, des facilités portuaires, ainsi que les visites de leurs bâtiments de guerre et de leurs nombreuses délégations militaires qui se rendent souvent dans tel ou tel pays.

111. Les sociaux-impérialistes soviétiques s'efforcent d'éveiller les passions et les sentiments chauvins, d'attiser et d'approfondir les désaccords, de miner l'amitié entre les peuples balkaniques, la paix et la sécurité dans cette région. Nous pensons qu'accepter les ingérences des superpuissances impérialistes dans cette région est lourd de très dangereuses conséquences pour les destins des peuples des Balkans. Une telle attitude va à l'encontre des intérêts et des aspirations légitimes des peuples des Balkans, ainsi qu'à l'encontre de l'instauration de la confiance et d'une amitié sincère entre eux.

112. La République populaire socialiste d'Albanie, s'inspirant toujours d'une politique de bon voisinage et de la défense des intérêts des peuples, a lutté et lutte contre toute tentative et intrigue des superpuissances dans les Balkans. Elle s'en tient toujours à ses déclarations publiquement connues selon lesquelles aucun mal ne viendra jamais, aux peuples et aux pays voisins, de l'Albanie ou à travers l'Albanie. L'Albanie s'en tient toujours, avec esprit de suite, aux principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays.

113. Le Gouvernement albanais a toujours fait preuve de bonne volonté pour le développement normal et fructueux des rapports de bon voisinage avec les Etats limitrophes. Il a entrepris avec sincérité des démarches concrètes et a répondu avec correction aux initiatives utiles pour le développement des relations dans les domaines du commerce, de la culture et autres. Nous avons apprécié les résultats obtenus dans nos échanges avec les Etats voisins sur la base d'accords officiels bilatéraux, et nous pensons qu'ils ont donné des résultats positifs. Le Gouvernement albanais fera preuve à l'avenir également de la même bonne volonté pour le développement de ces rapports et nous souhaiterions que des gouvernements d'autres pays agissent de la même manière et avec le même sens des responsabilités, ce qui serait à l'avantage mutuel des peuples et de la paix dans la région des Balkans.

114. Dans la région de la Méditerranée, on a observé l'an dernier un nouvel accroissement de la présence et de l'activité militaires et navales des deux superpuissances impérialistes, qui s'efforcent d'étendre encore le réseau de leurs bases militaires dans les pays méditerranéens et intensifient leurs manœuvres militaires à des fins offensives, et même tout près des eaux territoriales d'autres pays. La grave provocation commise par la flotte aéronavale des Etats-Unis d'Amérique contre la Libye, ainsi que d'autres menées des flottes américaine et soviétique sur les côtes de la Méditerranée, attestent tout le danger du maintien des flottes des superpuissances dans ce bassin. Aussi la délégation albanaise est-elle d'avis que les pays méditerranéens doivent accroître leurs efforts pour con-

traindre les flottes des superpuissances à s'éloigner de la Méditerranée.

115. Le Moyen-Orient demeure un des foyers de flamme les plus dangereux, où se heurtent les intérêts rapaces, politiques, économiques et militaires-stratégiques des superpuissances, ce qui peut à tout moment conduire à des explosions graves et générales. Tant les Etats-Unis que l'Union soviétique déploient dans cette région une activité politique et militaire fébrile et des plus vastes; ils provoquent et menacent par des actions armées les peuples de ces pays, et ils concentrent encore plus intensément autour d'eux leurs flottes agressives, leurs bases et leurs forces militaires. D'autre part, ils ont poursuivi leur activité pour accentuer encore plus la rupture de l'unité entre les pays arabes et pour les jeter les uns contre les autres, en attisant des conflits et des tensions locales.

116. Les sionistes israéliens, bénéficiant comme toujours de l'appui direct des Etats-Unis et profitant des situations troubles créées par les menées anti-arabes des superpuissances au Moyen-Orient, se sont engagés dans de nouvelles actions plus agressives, comme en témoignent les attaques armées criminelles au Liban et le raid aérien contre l'Iraq.

117. Le Liban vit une véritable tragédie. La main sanglante des agresseurs israéliens y frappe chaque jour plus cruellement le peuple libanais et le peuple palestinien — ce peuple que le sionisme et l'impérialisme ont laissé sans patrie. Mais l'héroïque peuple palestinien n'a jamais déposé les armes, il n'a pas cessé un moment sa juste lutte pour recouvrer sa liberté et sa patrie.

118. Le peuple albanais et son gouvernement se rangent comme toujours, sincèrement, aux côtés du peuple palestinien et des autres peuples arabes, et ils soutiennent leur juste cause.

119. La situation dans la région du Golfe, qui est le plus grand bassin pétrolier du monde, est devenue beaucoup plus explosive par suite de l'intensification des menées agressives et de la politique d'ingérence, de provocations et de chantage des Etats-Unis et de l'Union soviétique contre le peuple iranien et les autres peuples de cette région. Ils cherchent, à travers les forces contre-révolutionnaires et leurs réseaux d'espionnage, à susciter une vague de terreur en Iran, à entraver ainsi les efforts du Gouvernement iranien pour stabiliser la situation dans le pays, et à mettre le peuple iranien à genoux. Les impérialistes américains espèrent encore regagner leurs positions et privilèges perdus et font tous les efforts pour y parvenir, cependant que les sociaux-impérialistes soviétiques cherchent à exploiter la situation en leur faveur. Mais le peuple révolutionnaire iranien, qui, grâce à sa lutte résolue, a renversé le régime fasciste et sanguinaire du shah et a porté des coups rudes aux positions de l'impérialisme dans la région du golfe Persique, saura accroître encore sa vigilance et sa détermination, défendre ses victoires et faire front à l'activité hostile et aux complots des superpuissances et des autres forces réactionnaires. Le peuple albanais a suivi avec regret la situation créée à la suite du déclenchement du conflit armé entre l'Iraq et l'Iran, qui a causé de lourdes pertes aux peuples des deux pays. Ce conflit a été et est toujours exploité par l'impérialisme, le social-impérialisme et le sionisme pour intervenir encore davantage dans cette région et pour frapper et affaiblir la lutte des peuples du Moyen-Orient. Compte tenu aussi de l'évolution des événements et des graves situations créées pour ces peuples, il est aujourd'hui plus nécessaire que jamais de faire en sorte qu'il soit mis fin à ce conflit, que les troupes étrangères se retirent du territoire iranien et que les problèmes entre les deux parties soient résolus par la voie des négociations.

120. Le peuple albanais et son gouvernement expriment une nouvelle fois leur soutien et leur solidarité envers la

lutte de libération que mène le peuple vaillant et épris de liberté de l'Afghanistan pour la libération de son pays des occupants sociaux-impérialistes soviétiques. Sans le retrait des troupes d'invasion de l'Afghanistan, il ne peut y avoir de paix dans ce pays ni dans la région environnante.

121. L'agressivité accrue de la Chine sociale-impérialiste et son alliance politique et militaire avec l'impérialisme américain ainsi que les plans et les menées agressives des Etats-Unis et de l'Union soviétique en Indochine constituent les principaux facteurs du maintien de la situation tendue en Asie du Sud-Est. Les peuples de cette région ont eu l'occasion de constater par leur propre expérience les conséquences de l'« amitié » et de l'« aide » offertes par les Etats-Unis, la Chine ou l'Union soviétique, sur leur liberté et leur indépendance; aussi s'opposent-ils avec force à tout genre d'intervention. Ces peuples tant éprouvés doivent être laissés libres de décider de leurs affaires intérieures et de leurs destinées, sans aucune ingérence extérieure de qui que ce soit, dans le respect rigoureux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque pays.

122. Le peuple albanais et son gouvernement soutiennent comme toujours la juste lutte du peuple coréen pour chasser les impérialistes américains de la Corée du Sud et réaliser la réunification indépendante de la patrie.

123. La rivalité entre les superpuissances et les puissances impérialistes pour s'assurer des zones d'influence et des débouchés en Afrique a compliqué encore plus la situation dans ce continent; elle a suscité des foyers de conflits et de tensions dans un certain nombre de pays et entre divers Etats. Les Etats-Unis et l'Union soviétique s'efforcent de rattacher sous diverses formes un certain nombre de pays africains au système d'alliances impérialistes et sociaux-impérialistes. Les impérialistes américains et autres cherchent à justifier leurs actions agressives en Afrique, leur soutien politique, économique et militaire accru aux racistes d'Afrique du Sud par la nécessité de contrebalancer les interventions de l'Union soviétique dans ce continent. De leur côté, les sociaux-impérialistes soviétiques veulent présenter leurs interventions comme un soutien aux peuples africains contre l'impérialisme. En vérité, que ce soit en Afrique australe ou dans d'autres parties du continent africain, les deux superpuissances poursuivent les mêmes objectifs et sont engagées dans une compétition fébrile pour s'assurer des zones d'influence et des bases militaires, portant par-là gravement atteinte aux intérêts de nombreux pays africains.

124. Cette action des superpuissances encourage le régime raciste de l'Afrique du Sud à poursuivre opiniâtrement la politique d'*apartheid*, à maintenir la Namibie sous le joug colonial, à se livrer à des provocations et à des agressions armées contre les pays africains, comme elle l'a fait récemment en Angola. Dans toutes leurs activités agressives, les racistes d'Afrique du Sud jouissent du plein appui des puissances impérialistes et, au premier chef, des Etats-Unis. Dans ces conditions, il est clair que c'est la lutte armée qui conduira le peuple namibien à la réalisation de ses droits et de ses aspirations. Le peuple albanais a soutenu et soutient toujours la juste lutte de libération que mène le peuple de Namibie pour sa liberté et son indépendance nationale.

125. La situation difficile de certains pays d'Amérique latine témoigne que les peuples de cette partie du monde se heurtent toujours plus à l'intervention de l'impérialisme et aux complots des superpuissances.

126. Les faits et les événements attestent chaque jour davantage que la juste lutte des peuples épris de liberté partout dans le monde, pour leur libération, pour leur liberté et leur indépendance nationale, se poursuit avec vigueur. Elle reflète clairement la montée de leur haine et de leur colère contre les occupants, les oppresseurs et les

exploiteurs, et leur détermination de frapper avec plus de force encore les puissances impérialistes et leurs instruments, d'arrêter la main des agresseurs qui menacent la paix et l'humanité d'une guerre impérialiste mondiale.

127. La lutte des peuples et de toutes les masses opprimées est la force principale qui secoue le monde capitaliste-révisionniste jusque dans ses fondements et s'oppose aux plans et aux actions agressives et bellicistes de l'impérialisme mondial. Les puissances impérialistes ont subi et subissent les coups rudes, puissants et successifs de la lutte des peuples épris de liberté et de paix dans le monde. La lourde défaite que le peuple iranien a infligée à l'impérialisme américain, les coups que le vaillant peuple afghan porte aux agresseurs soviétiques, le renforcement continu de la lutte que les peuples mènent aujourd'hui contre la politique agressive et hégémoniste des superpuissances, accroissent l'optimisme des peuples du monde et raffermissent leur confiance en leur force invincible.

128. Cette lutte est aujourd'hui sensible et manifeste partout dans le monde. Ses résultats s'observent clairement dans l'affaiblissement continu des positions de l'impérialisme, du social-impérialisme et des autres forces réactionnaires.

129. Le peuple albanais et son gouvernement ont appuyé et appuieront toujours puissamment la juste lutte des peuples pour leur libération, pour la défense de leur indépendance et de leur souveraineté nationale et pour leur autodétermination. Ils se sont tenus et se tiennent toujours aux côtés des peuples qui luttent pour leur liberté et l'égalité véritable, contre l'oppression, la violence et la terreur, pour l'extirpation du colonialisme, contre le néo-colonialisme, la discrimination raciale, contre les intrigues, les complots et les interventions brutales des puissances impérialistes et, en premier lieu, des superpuissances.

130. L'Albanie continuera, comme elle l'a toujours fait, à soutenir la lutte des peuples et des pays souverains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine contre l'agression politique, économique et militaire des Etats-Unis d'Amérique, de l'Union soviétique, de la Chine et des autres puissances impérialistes. Aujourd'hui, les peuples prennent toujours plus conscience du danger que présentent les efforts des puissances impérialistes pour préserver et accentuer leur exploitation en appliquant les théories et les pratiques néo-colonialistes de l'« interdépendance », des « aides », des « crédits », de la « collaboration et coopération plurinationales » et d'autres formes de spoliation et d'exploitation. Nous soutenons tous les efforts des divers peuples et pays et la juste lutte qu'ils mènent pour assurer et renforcer leur indépendance économique et pour établir leur plein contrôle sur toutes leurs richesses nationales, pour les préserver du pillage néo-colonialiste et les mettre en valeur au profit de leur développement économique et social indépendant.

131. La République populaire socialiste d'Albanie, pays pleinement indépendant, se construit et se développe en comptant entièrement sur ses propres forces, sur la sueur et le labeur plein d'abnégation de son peuple, sur les ressources matérielles et financières que le pays possède et qu'il se crée, sans aucun crédit ni aucune aide de l'étranger. Elle a développé et elle étend constamment et sur de justes bases ses relations avec bon nombre d'Etats. Dans les échanges commerciaux, culturels et dans d'autres domaines, l'Albanie se montre toujours correcte, sans jamais participer à des machinations politiques, sans nuire aux intérêts d'autrui, sans verser dans l'autarcie, ni se replier sur elle-même.

132. En dépit des incidences de la grave crise économique mondiale, notre pays se développe et progresse sans arrêt, assurant des taux satisfaisants d'expansion économique, ainsi qu'une amélioration continue du bien-être

des masses laborieuses. Le peuple albanais ne connaît pas le chômage, la hausse des prix et l'inflation, les crises économiques, la corruption et le dérèglement moral, pas plus que d'autres plaies qui pèsent aujourd'hui toujours davantage sur les masses travailleuses du monde bourgeois-révisionniste.

133. L'heureuse réalisation du sixième plan quinquennal pour la période 1976-1980 a conduit à l'amélioration et au renforcement plus poussé de la structure économique de notre pays, consolidant ainsi davantage son indépendance économique et le mettant en mesure de connaître dans l'avenir un développement encore plus sensible. Le dernier plan quinquennal a été marqué par un nouvel accroissement de la production d'énergie électrique, de pétrole et de charbon. Sur le plan alimentaire également, nous sommes indépendants de l'extérieur, nous assurons le pain du peuple dans le pays, de même que 85 p. 100 de ses besoins en articles industriels de consommation courante.

134. Notre peuple s'est maintenant attelé à la tâche pour réaliser le septième plan quinquennal de développement de l'économie et de la culture populaires. Ce nouveau plan sera réalisé totalement grâce aux seules forces du pays, sans aucune aide ni aucun crédit de l'étranger. La production sociale sera annuellement en moyenne environ 1,5 fois supérieure à la production réalisée chaque année au cours de la dernière décennie. Les investissements de base seront 1,4 fois supérieurs et les revenus des exportations deux fois. La structure diversifiée de notre industrie sera encore renforcée, la priorité étant donnée au développement de l'industrie lourde. La base énergétique et surtout l'industrie pétrolière seront encore renforcées. Dans l'agriculture, les investissements seront accrus et l'on avancera vers son intensification toujours plus poussée. Au cours du septième quinquennat, de grands progrès seront réalisés dans le domaine de l'éducation, de la culture, de la science, de la protection de la santé du peuple, etc. Le peuple albanais, sous la conduite directe du parti du travail d'Albanie, dont ce sera cette année le quarantième anniversaire de la création, guidé avec sagesse par son fondateur le camarade Enver Hoxha, va de l'avant en étant assuré de son avenir, dans la conviction que grâce à son labeur persévérant, il fera avancer constamment la cause de la construction et de la défense du socialisme en Albanie.

135. Dans les conditions actuelles de l'aggravation de la situation internationale et de l'accroissement du danger qui menace la paix et les peuples, la République populaire socialiste d'Albanie ne manquera pas d'apporter sa modeste contribution aux efforts sincères des peuples et des pays attachés à la paix et à la liberté pour arrêter la main des agresseurs et réaliser la véritable sécurité dans le monde.

136. M. MOHAMMED (Yémen démocratique) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, c'est pour moi un grand plaisir de vous voir élu Président de la trentième session de l'Assemblée générale. La confiance qui vous est ainsi témoignée montre bien la grande appréciation que vous valent votre rôle prédominant et votre expérience. Nous saisissons également cette occasion pour remercier votre prédécesseur, qui a présidé avec tant de talent les débats de la dernière session de l'Assemblée générale. Nous nous félicitons également de l'indépendance du Belize et de Vanuatu, ainsi que de leur admission à l'Organisation des Nations Unies. Nous félicitons aussi le Secrétaire général pour les efforts qu'il a entrepris en vue de renforcer l'Organisation internationale.

137. Nos peuples ont placé de grands espoirs dans l'action des Nations Unies pour renforcer la paix et la sécurité mondiales. Ces espoirs englobent tous les aspects de la coopération qui visent à faire appliquer les principes de la coexistence pacifique et de la détente dans les relations internationales. Cependant, les événements qui se sont

produits depuis la dernière session de l'Assemblée générale ont pris une direction qui menace ces principes. La tension dans les relations internationales s'est intensifiée. Un grand nombre d'Etats et de peuples ont été soumis aux dangers de l'agression et de l'ingérence non déguisée dans leurs affaires intérieures. Des régimes racistes, en Palestine occupée et en Afrique du Sud, encouragés et appuyés par l'impérialisme mondial, ont défié la volonté internationale et rejeté les résolutions des Nations Unies. Ils poursuivent leur politique d'occupation et d'agression contre les peuples arabes et africains. Pendant la même période, nous avons assisté au renforcement de leur présence militaire par les Etats-Unis d'Amérique avec l'installation de nouvelles bases d'agression et la création de nouvelles zones de conflit et d'instabilité dans diverses régions du monde. En outre, les Etats-Unis ont décidé de fabriquer et de déployer des missiles nucléaires à moyenne portée en Europe et d'autres nouvelles armes de destruction totale ainsi que la bombe à neutrons. Ils persistent également dans leur refus de ratifier le deuxième traité concernant la limitation des armes stratégiques offensives [SALT II].

138. Cette conduite agressive adoptée par l'impérialisme mondial, en sapant les principes de la politique de détente internationale avec un retour à la guerre froide, met en danger, une fois encore, la paix et la sécurité mondiales. Il est de la responsabilité des Nations Unies de s'efforcer vigoureusement et sans relâche de contrecarrer ces puissances en affirmant son rejet constant d'une telle politique, en mettant en garde contre ses dangers et en œuvrant pour les éliminer. Le Yémen démocratique estime que les initiatives proposées par l'Union soviétique et d'autres pays socialistes constituent une base réaliste pour le renforcement de la détente et le maintien de la paix et de la sécurité mondiales.

139. Un certain nombre d'événements politiques importants se déroulent dans notre région. Les Etats-Unis essaient d'imposer leur contrôle sur la région par la création de nouvelles bases militaires et la force de déploiement rapide. Les Etats-Unis déclarent ouvertement leur intention de lancer une politique agressive et d'occuper les sources de pétrole, au mépris flagrant de la volonté des gouvernements et des peuples de la région qui ont déclaré qu'ils rejetaient totalement ces mesures qu'ils considèrent comme une ingérence non déguisée dans leurs affaires intérieures. Ces pays ont déclaré qu'ils étaient prêts à protéger leur souveraineté et leur indépendance envers toute ingérence extérieure. Les Etats-Unis ont recours à l'utilisation de leurs agents locaux pour faciliter leur tâche de domination totale de la région, le pillage de ses ressources nationales et le déclenchement de querelles avec les régimes nationalistes et progressistes afin d'empêcher la réalisation de leurs aspirations de stabilité et de développement. Nous saisissons cette occasion pour attirer l'attention sur le rôle de traître joué par les régimes de l'Oman, de l'Égypte et de la Somalie, dont les terres ont été transformées en bases militaires de l'impérialisme américain, ce qui représente une menace à la sécurité et à l'indépendance de la région.

140. Le Yémen démocratique, fidèle à sa politique étrangère fondée sur le principe de la coexistence pacifique et du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté, des intérêts communs et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, et fidèle à sa foi en la cause de la paix et de la sécurité dans la région de même qu'en l'indépendance et la souveraineté des peuples de la région, considère qu'il est très important de faire face à cette politique d'agression menée par les Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes.

141. A cet égard, le Président du Yémen démocratique, Ali Nasser Mohammed, a demandé que soit convoquée une conférence au sommet des Etats du Golfe, de la péninsule arabe et de la corne de l'Afrique, en présence d'autres

parties intéressées, pour y discuter de l'élimination totale de toutes les bases militaires étrangères. Cet appel du Yémen démocratique vise à renforcer la sécurité et la stabilité dans la région et il est conforme à la préoccupation particulière que nous avons de faire de l'océan Indien une zone de paix conformément à la Déclaration contenue dans la résolution 2832 (XXVI) de l'Assemblée générale.

142. Le peuple yéménite se réjouit à l'idée d'une paix permanente et de la stabilité dans notre région. Il œuvre pour renforcer son indépendance et sa souveraineté sur son territoire, pour protéger ses réalisations et pour surmonter tous les obstacles dus aux conspirations impérialistes et réactionnaires qui ont pour but d'empêcher l'unité des deux parties de son pays par des moyens pacifiques et démocratiques et par les efforts conjoints des deux dirigeants de ces parties. La réunification de la patrie yéménite, parce qu'elle est un objectif primordial de notre peuple, représentera un facteur important de la sécurité et de la stabilité dans la région. Ces principes et ces buts ont été soulignés lors de la dernière réunion au sommet des deux présidents des deux parties du Yémen, qui a eu lieu à Taizz, ce mois-ci.

143. Les résultats de la réunion au sommet trilatérale, qui s'est tenue récemment à Aden, du Yémen démocratique, de l'Éthiopie et de la Libye et, notamment, un traité d'amitié et de coopération conclu entre ces trois pays à Aden, le 19 août 1981, apporteront une contribution vitale au renforcement de la paix dans la région et de la solidarité entre les peuples arabes et africains en vue de l'unification de leurs efforts communs pour faire face aux dangers courus par la région arabe et africaine du fait de l'impérialisme, du sionisme et du racisme.

144. La situation au Moyen-Orient reste une véritable menace à la paix et à la sécurité internationales et elle le restera tant que la communauté internationale ne mettra pas fin à la politique agressive et expansionniste d'Israël à l'égard du peuple palestinien et des pays arabes et à son refus persistant de mettre en œuvre les nombreuses résolutions des Nations Unies et d'autres instances internationales. La paix au Moyen-Orient ne sera pas possible tant que les Etats-Unis continueront d'approuver la politique raciste et expansionniste d'Israël et de lui fournir une aide matérielle et militaire pour lui permettre de continuer son agression contre le peuple palestinien et le reste des peuples arabes.

145. Il est extrêmement difficile pour nous d'accepter la thèse avancée par certains selon laquelle les Etats-Unis travaillent à l'établissement de la paix au Moyen-Orient en faisant pression sur Israël. Ces prétentions et ces illusions ont été mises en pièces avec l'accord conclu récemment pour renforcer l'alliance stratégique entre les Etats-Unis et Israël, qui a ouvert la porte toute grande pour amener, en fin de compte, l'Amérique du côté d'Israël en lui accordant un appui politique, militaire et économique illimité pour qu'il réalise le rêve sioniste raciste de la création du prétendu grand Israël.

M. Roa Kourí (Cuba), vice-président, prend la présidence.

146. Les deux accords de Camp David et le traité de paix entre l'Égypte et Israël n'ont pas pu apporter une solution au problème du Moyen-Orient. Cette solution exige la pleine reconnaissance des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien, leurs droits au retour, à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant palestinien, ainsi que la reconnaissance de l'OLP, son seul représentant légitime. Elle exige aussi le retrait complet et sans condition d'Israël des territoires arabes occupés et l'engagement d'Israël d'appliquer les résolutions des Nations Unies et de mettre un terme à sa politique d'expansion et d'agression contre les peuples arabes.

147. Le Gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen condamne fermement l'agression

continue d'Israël contre le Liban et sa conspiration quant à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays. Nous condamnons également l'agression d'Israël contre la centrale nucléaire iraquienne et nous dénonçons les conspirations de l'alliance réactionnaire impérialiste et sioniste contre la détermination de la Syrie, et l'agression des Etats-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne.

148. Nous appuyons la lutte du peuple sahraoui. Nous avons répété qu'il s'agit d'un peuple qui aspire à son droit à l'autodétermination et à l'indépendance sous la direction du Front POLISARIO². Nous espérons que les efforts entrepris par l'OUA et l'Organisation des Nations Unies permettront de répondre rapidement aux aspirations du peuple sahraoui.

149. Une fois encore, nous lançons un appel à nos frères d'Iraq et d'Iran pour qu'ils règlent leurs différends de manière pacifique dans l'intérêt de leurs peuples et en raison du rôle important que cela jouerait contre les desseins impérialistes et sionistes dans la région. Nous appuyons également les propositions constructives du Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan visant à régler ses différends avec ses voisins.

150. Il est regrettable que certains pays essaient de rendre vie à l'infâme bande de Pol Pot alors que par la même occasion ils refusent de reconnaître la victoire du peuple kampuchéen et de son gouvernement qui ont lutté fermement pour construire une nouvelle vie dans la paix et la liberté. Nous condamnons toutes les machinations impérialistes et réactionnaires contre la lutte des peuples du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea.

151. Nous affirmons aussi qu'il est nécessaire de respecter la neutralité et l'indépendance de l'île de Chypre de même que sa souveraineté et son intégrité territoriale. Nous demandons le retrait de l'île de toutes les troupes étrangères et l'élimination de toutes les bases militaires. Nous rendons hommage aux efforts du Secrétaire général pour arriver à une solution juste affirmant ces principes.

152. Mon pays, ainsi que les autres pays épris de paix et de liberté dans le monde, appuie les propositions du gouvernement de la Corée démocratique concernant l'unification de la Corée. Une fois encore, nous demandons le retrait des forces américaines de la Corée du Sud.

153. Les peuples du continent africain souffrent également d'un grand nombre de machinations impérialistes et racistes conçues contre eux afin de retarder leur libération nationale, de les décourager de maintenir leur indépendance et leur souveraineté, et de les dissuader d'éliminer la politique d'*apartheid* poursuivie par le régime minoritaire blanc en Afrique du Sud.

154. Nous appuyons la juste lutte du peuple de Namibie sous la direction de la SWAPO, son seul représentant légitime, pour atteindre son indépendance. Nous condamnons la politique de l'Afrique du Sud qui vise à poursuivre son occupation de la Namibie, au mépris des résolutions de l'Organisation internationale. Nous condamnons sa dernière agression et son occupation du territoire de l'Angola. Nous condamnons également les tentatives de certains Etats occidentaux en vue d'empêcher le Conseil de sécurité de voter les sanctions nécessaires contre le régime raciste de Pretoria. Etant donné la poursuite continue par le Gouvernement minoritaire blanc en Afrique du Sud de la politique d'*apartheid*, les Nations Unies doivent prendre les mesures nécessaires pour isoler ce régime et lui imposer des sanctions conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

155. En Amérique latine, nous avons toujours affirmé notre condamnation de la politique d'agression menée par le Gouvernement des Etats-Unis contre les peuples d'Amérique latine et ses ingérences dans les affaires inté-

rieures de Cuba, du Nicaragua et de la Grenade, ainsi que l'ingérence étrangère et l'oppression qu'il a exercées contre le peuple du Salvador. Nous condamnons le blocus de Cuba et demandons l'élimination de la base militaire américaine de Guantánamo.

156. Nous appuyons le droit du peuple de Porto Rico à l'indépendance et à l'autodétermination conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

157. Les relations économiques internationales passent actuellement par une période de crise grave qui menace la paix et la sécurité internationales. L'expérience de la coopération économique internationale pour le développement, notamment au cours des dernières années, a indiqué que des solutions partielles ou à court terme ne sont pas appropriées. Les problèmes des pays en développement s'accroissent en intensité et le fossé économique qui les sépare des pays industrialisés s'élargit considérablement et régulièrement. Ces pays ne peuvent porter la responsabilité de cette situation malheureuse et pénible, et ne peuvent par leurs efforts individuels briser le blocus imposé par le système des relations économiques internationales hérité de la période de la seconde guerre mondiale. Par un tel système, les pays capitalistes contrôlent l'économie internationale et les sources mondiales de financement et en retirent les fruits, alors que les pays en développement restent les victimes des manifestations de néo-colonialisme que l'on retrouve dans leur dépendance, leur sous-développement et leur exploitation. La valeur réelle de leurs revenus diminue alors que leur endettement, les prix de leurs importations et les besoins nécessaires à leur développement ne cessent d'augmenter. Les voies d'acquisition de la technique et les moyens modernes de développement se rétrécissent et les marchés sont fermés à leurs exportations ou des mesures protectionnistes ou restrictives leur sont imposées.

158. Certains pays capitalistes, notamment les Etats-Unis d'Amérique, n'ont aucun scrupule à bloquer le consensus international concernant la restructuration des relations économiques internationales en présentant des notions ambiguës de relations économiques et commerciales pour essayer de renforcer et d'accroître leur exploitation des pays en développement et de maintenir ces pays dans un état de dépendance.

159. Le monde actuel a atteint un niveau d'interdépendance et de complexité qui exige des solutions collectives adoptées dans un esprit de coopération véritable et honnête, sans condition, discrimination ou coercition. Le résultat du dialogue en cours entre pays en développement et pays industrialisés n'est guère prometteur, et il ne laisse guère d'espoir pour l'avenir de l'économie mondiale dans son ensemble, à moins que les pays capitalistes ne répondent à l'appel du besoin et de l'intérêt commun et abandonnent leur positions rigides dans toutes leurs manifestations, visant à maintenir leurs intérêts de monopole et leur position privilégiée. Sans une volonté politique trouvant ses racines dans des résolutions radicales et courageuses et dans des mesures pratiques, le dialogue continuera de se dérouler dans un tunnel sans fin. Les nuages du doute et de l'incertitude continueront de remplir le ciel. La situation économique des pays en développement, notamment des pays les moins avancés, se détériorera en raison de la nécessité urgente et accrue de ressources réelles et d'assistance leur permettant de construire leur infrastructure, d'utiliser leurs richesses, de former leurs cadres, de répondre aux besoins fondamentaux de leur population et de faire face aux catastrophes naturelles. C'est une ironie tragique de voir des milliards de dollars toujours plus nombreux être gaspillés pour perpétuer des systèmes de consommation luxueux et produire des armes de guerre et de destruction afin de suivre une politique d'agression et de guerre froide, alors que des millions de personnes dans

les pays pauvres et en développement mènent une existence de subsistance, manquent des moyens essentiels pour une vie décente et ont à faire face chaque jour à la menace de mort.

160. Les pays en développement sont collectivement devenus conscients des causes de la crise et ont établi des principes d'indépendance collectifs, étant donné leur expérience commune dans des circonstances similaires. Dans le cadre du mouvement des pays non alignés et du Groupe des 77, ils ont élaboré une stratégie d'action pour leur développement et leur évolution dans tous les domaines. Ils ne sont encore qu'au début de leur route, mais avec une coopération plus étroite, un grand nombre de leurs buts et objectifs pourront être atteints. Toutefois, cela ne saurait se substituer au dialogue et à la coopération avec les pays développés dans le cadre des principes de l'intégration, de l'égalité et de la justice pour l'établissement du nouvel ordre économique international. Nous

ne pouvons qu'espérer un début rapide des négociations globales.

La séance est levée à 12 h 50.

NOTES

1. Voir *Documents officiels de L'Assemblée générale, trente-cinquième session, Supplément n° 24*, vol. I, annexe II.
2. Frente Popular para la Liberación de Saguia el-Hamra y Río de Oro.
3. Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, cinquième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.II.D.14), première partie, sect. C, résolution 122 (V).
4. Voir CD/228, Appendice II/vol. I, document CD/160.
5. Voir A/CONF.107/8, chap. X, sect. A.